



DANS LE RETRO

LES GRANDS SUJETS DU SALON DE L'AGRICULTURE 2019

A la suite du discours inaugural du Président de la République qui a beaucoup insisté sur les enjeux de transmission, et dans le contexte des élections européennes à venir et des négociations en cours du Cadre Financier Pluriannuel de l'Union européenne, les thèmes de la formation et de la prochaine Politique Agricole Commune ont été très présents dans les prises de parole politiques lors de cette 56^{ème} édition du Salon international de l'agriculture. Bien sûr, les débats qui traversent la société sur les enjeux environnementaux – notamment l'usage des produits phytosanitaires – s'y sont également retrouvés.

Environnement

François de RUGY, Ministre de la Transition écologique et solidaire, a dit « [croire] en l'avenir de l'agriculture française, à partir du moment où l'agriculture française se tourne résolument vers la qualité »; en écho aux appels contre « l'agriculture bashing », il a tenu à souligner: « Il n'y a pas d'agriculture sans environnement, il n'y a pas d'environnement sans agriculture. » Secrétaire d'Etat, **Emmanuelle WARGON** a précisé « [n'avoir rencontré] que des agriculteurs qui parlent de transition écologique, de nouvelles pratiques et de systèmes vertueux ». Au sujet du glyphosate, elle a ajouté: en sortir « n'est pas un totem 2021, c'est une ambition. Que ce soit 2021 ou 2022, l'important, c'est le long terme. » **Olivier FAURE**, Premier secrétaire du PS, estime crucial d'accompagner les agriculteurs dans la transition vers une agriculture durable: « On ne peut pas dire qu'ils n'ont rien fait, mais ils sont au milieu du gué ».

Politique agricole commune (PAC)

L'évolution de la PAC pour la prochaine période 2021-2027 a été un enjeu majeur. Dès le 24 février, **François-Xavier BELLAMY**, tête de liste LR aux Européennes, appelait à « arrêter de compliquer la vie des agriculteurs français ». Le lendemain, **Phil HOGAN**, Commissaire européen à l'agriculture, assurait que le nouveau système serait « moins bureaucratique ». Pour **François de RUGY**, « protéger, transformer, anticiper » doivent être les trois mots d'ordre pour la future PAC. Ministre chargée des Affaires européennes, **Nathalie LOISEAU** a tenu à rappeler: « La PAC, c'est 9 milliards d'euros par an, pourtant on observe que les revenus des agriculteurs ne sont pas suffisants. [...] Il faut moderniser la PAC. Je suis là pour écouter les exploitants et voir ce qui fonctionne sur le terrain ». Venue également « pour apprendre », le 28 février, **Manon AUBRY**, tête de liste aux Européennes pour LFI, a confirmé: « La réforme de la PAC sera le principal enjeu de notre début de mandat au Parlement européen ». L'Europe au Salon, c'était aussi les enjeux du Brexit, que **Michel BARNIER**, négociateur de la Commission, a décrypté avec des syndicats et organismes du monde agricole. **Jean-Christophe LAGARDE**, tête de liste UDI aux Européennes, voit dans le Brexit l'occasion de concevoir « une PAC ambitieuse » en y affectant la dépense consacrée jusqu'à présent au « chèque britannique » (remboursement au Royaume-Uni d'une partie de sa contribution nette à l'UE).

Formation et recherche: l'agriculture de demain

Didier GUILLAUME, Ministre de l'Agriculture, et **Jean-Michel BLANQUER**, Ministre de l'Education nationale, ont lancé la campagne de promotion de l'enseignement agricole « *L'aventure du vivant, les métiers grandeur nature* » qui espère « susciter la curiosité » des jeunes en diffusant ses messages et vidéos sur Instagram, YouTube et Snapchat. En visite à plusieurs reprises, **Edouard PHILIPPE** a salué « autour de l'Inra un écosystème de recherche extrêmement bien placé dans le monde. C'est un énorme actif, une richesse incroyable ».

LES PRÉSIDENTS DE RÉGIONS AU SIA... ET SUR LES RESEAUX SOCIAUX – MORCEAUX CHOISIS

Au-delà des traditionnelles inaugurations, partenariats et signatures de chartes sur leurs stands institutionnels, les présidents de Régions et leurs Vice-présidents en charge des sujets agricoles ont souvent cherché à se positionner comme les premiers **ambassadeurs des produits de leurs terroirs**. Au titre de leur compétence « développement économique », ils sont également allés à la **rencontre des professionnels, désireux d'exprimer leur volonté d'accompagner les projets de développement** en soutenant les investissements nécessaires.

Alain Rousset @al_rousset · 19 h
Salon de l'agriculture 2019 : « la révolution verte » est en marche en Nouvelle-Aquitaine... #NouvelleAquitaine #Adour_Garonne #jpraynaud24 #genevievebarat #SIA2019

Laurent Wauquiez @laurentwauquiez · 26 févr.
Nous refusons toute baisse du budget de la prochaine #PAC. C'est un enjeu de souveraineté alimentaire. Notre #agriculture ne doit pas être une variable d'ajustement du #Brexit.

Régions de France @Regionsdefrance · 25 févr.
"Le rôle des Régions est bien d'accompagner les exploitations agricoles dans cette multi performance. L'atout de la Région c'est d'être plus réactive et plus efficace dans les décisions" - @Herve_Morin #salondelagriculture2019

Christelle MORANCAIS @C_MORANCAIS · 25 févr.
Passage indispensable sur le stand d'Yves de La Fouchardière, Directeur des @FermiersdeLoire, locomotive au niveau économique de la filière #volaille SIQO régionale et nationale. #SIA2019

Renaud Muselier @RenaudMuselier · 26 févr.
Depuis le #salondelagriculture2019 je m'entretiens avec Christiane Lambert la Présidente de la @FNSEA sur l'avenir de notre #agriculture, la politique agricole que nous mettons en place avec @MaRegionSud et les aides de l'Europe #SIA2019

Valérie Péresse @vperesse · 3 mars
Pour moi le patriotisme agricole ce ne sont pas des mots, ce sont des actes forts et concrets pris depuis 3 ans pour valoriser nos produits. Arrêtons d'ajouter des normes françaises aux normes européennes et taxons les importations qui ne les respectent pas, renforçons la PAC

Loïc Chesnais-Girard @LoigCG · 4 h
Avec la filière laitière, la #Bretagne est le premier territoire laitier de France, une filière qui innove, essentielle au #bienmanger

Hervé Morin @Herve_Morin · 25 févr.
Nous avons la chance de travailler collectivement, les 5 départements et la @RegionNormandie en #Normandie afin de faire rayonner nos producteurs #SIA2019

Marie-Guite Dufay @MarieGuiteDufay · 39 min
J'ai présenté l'action de la @bfc_region pour l'agriculture aux présidents des chambres d'agriculture. Un riche moment d'échange pour soutenir nos agriculteurs: gouvernance partagée, actions à venir et enjeux 2019 liés aux aléas climatiques #NotreAgricultureParCoeur #SIA2019 ea

Xavier Bertrand @xavierbertrand · 26 févr.
La Région @hautsdefrance est présente au #SIA2019 ! 27000 exploitations agricoles, 2.130.000 hectares de terres et 1ère Région pour la production de bœuf tendre, betteraves et pommes de terre : nous sommes une grande Région d'agriculture ! #SIA2019

Jean ROTTNER @JeanROTTNER · 8 h
Début de ce 3e jour au #SIA2019 ! Échanges riches et passionnants avec @ChLambert_FNSEA et Hervé Lapie (FRSEA @regiongrandest) : bilan des élections, PAC, Bio, HVE, Financements... nos agriculteurs responsables, garants de notre alimentation & acteurs de la transition écologique!

Carole Delga @CaroleDelga · 28 févr.
@Occitanie championne agricole !
Depuis quelques jours au #SIA2019 les producteurs de notre région démontrent que leurs produits et savoir-faire sont exceptionnels. Bravo à eux !
En @Occitanie, l'agriculture, la viticulture et l'agroalimentaire de qualité sont dans notre ADN.

François Bonneau @fbonneau · 27 févr.
Salon International de l'Agriculture: notre espace @Cvilledeloin aux couleurs de la Renaissance, des #Renaissance et de #Villedeloin2019 visitables2019.fr @PresseRxl

PERSONNALITE A SUIVRE

Christiane LAMBERT

Présidente de la FNSEA



« À chaque Salon de l'agriculture, élections européennes ou pas, les hommes et femmes politiques viennent nous voir. Ils ont un ancrage local et ils sont attachés à l'agriculture, qui pèse électoralement, mais on n'est pas dupe. Et on a envie aussi qu'ils viennent pour nous écouter. » Après la victoire de son syndicat aux élections des Chambres d'agriculture, il y a quelques jours, Christiane LAMBERT avait traduit au début du Salon les attentes des agriculteurs vis-à-vis des élus. Message entendu par de nombreux ministres et parlementaires qui ont dit être venus « pour apprendre ». Prochaine échéance désormais pour Christiane LAMBERT: le Brexit, dans lequel elle perçoit « d'importantes pertes de débouchés ».

PERSONNALITE A SUIVRE

Henri BRICHART

1^{er} vice-président de la FNSEA



Membre de la Fédération Nationale des Producteurs de Lait, ancien membre du CESE (2010-2015), l'exploitant agricole de l'Aine a affirmé à Reuters avoir été contacté et « recherché » une place éligible sur la liste soutenue par la majorité présidentielle.

FOCUS

Vers des semences nouvelle génération

Au SIA, l'interprofession des semences et des plants a poursuivi son travail de pédagogie sur l'utilisation des semences de demain.

Sur le stand du GNIS, tous les secrets de la "composition d'une graine" étaient présentés aux visiteurs. Pour les initiés, un thème a plus particulièrement animé les échanges cette année: **les semences issues de l'utilisation des "New Breeding techniques"**.

L'enjeu est de taille: la France est aujourd'hui le premier exportateur mondial de semences agricoles, avec 1,6 milliard d'euros annuels de produits exportés (source GNIS). Afin préserver et développer une industrie qui porte 17.000 emplois directs et 50.000 emplois indirects, le GNIS a annoncé récemment la création d'un "Comité des enjeux sociétaux ».

Tout au long du salon, le Village Semence du GNIS a également accueilli de nombreux décideurs et experts autour d'un thème fédérateur « **Innovation et biodiversité : les gages de la qualité de notre alimentation !** »

ECHO DU SALON

A l'occasion du Salon, Didier GUILLAUME a signé plusieurs accords en faveur de l'agriculture et de la pêche, dont :

- Un accord-cadre visant à renforcer les collaborations entre l'Etat et l'ADEME sur la bioéconomie, la méthanisation, le changement climatique, l'alimentation durable ou encore la préservation des sols;
- Un programme de 3,6 millions d'euros pour l'accompagnement des marins à la réalisation d'économies d'énergie sur leurs bateaux.

L'AGRICULTURE DANS LE GRAND DEBAT NATIONAL

Porté par des enjeux de fiscalité et des demandes de démocratie, le Grand Débat National lancé par l'Etat et qui se tient du 15 janvier au 15 mars est aussi l'occasion de relayer ou de faire émerger plusieurs préoccupations en lien avec l'agriculture et l'alimentation.

Au 1^{er} mars, le mot « agriculture » est ainsi revenu plus de 1000 fois parmi les contributions émises sur la plateforme en ligne du Grand Débat. Parmi elles, le renvoi vers des appels au développement de l'agriculture biologique ressort près de 250 fois; en écho, « réguler ou mettre fin à l'usage des produits phytosanitaires » est régulièrement proposé.

Dans le prolongement, l'intérêt pour les circuits courts s'est manifesté à 268 reprises, en lien avec la préférence donnée aux produits français, voire locaux.

A l'autre bout de la chaîne, une TVA réduite voire nulle pour les « circuits courts », les « produits de 1^{ère} nécessité » ou encore les « produits bio » est plusieurs fois demandée. Quant à la grande distribution, les contributions citoyennes appellent à la régulation des supermarchés en périphérie et au retour vers le commerce de proximité.

Un foisonnement d'autres propositions peut enfin être signalé, telles que: la chasse aux emballages inutiles; le développement de formations aux « nouvelles » pratiques agricoles; le soutien aux agrocarburants.

Le monde agricole s'est également positionné dans le Grand Débat. Les Jeunes Agriculteurs – ont formalisé un « petit guide à l'usage des participants » et appellent à être soutenus et non contraints pour faire évoluer l'agriculture de manière compétitive mais toujours dans le respect de la transition écologique. Ils demandent notamment de réévaluer la PAC et ses effets au sein « d'une Europe qui n'échangerait plus de la viande contre des avions de chasse en ignorant les enjeux alimentaires mondiaux ». (Jérémy DECERLE, président des JA, invité de l'émission « On va plus loin », 12 février 2019). Ils déplorent les attaques contre quasiment tous les modes de production, que ce soit sur les questions des pesticides, du bien-être animal ou de l'émission des gaz à effet de serre.

La FNSEA participe aux débats à tous ses niveaux d'organisation : local, départemental et national. Elle entend porter particulièrement la voix des actifs et des retraités agricoles, parmi les plus pauvres de France : « En tant que structure représentant des employeurs agricoles, nous avons aussi des choses à dire sur le dialogue social, une réalité vécue chez nous », indique sa présidente, Christiane LAMBERT.

Tout en soulignant que les préoccupations des agriculteurs peuvent trouver un écho dans chacune des quatre thématiques du Grand Débat, Véronique LE FLOC'H, secrétaire générale de la Coordination rurale, a souligné que son syndicat ne participera pas à titre collectif, laissant ses membres agir « en citoyens ». Et, si le soutien à la transition vers le bio revient souvent dans les propositions, elle juge qu'il s'agit là avant tout d'une « demande de la société » qui « n'est pas la seule solution » à toutes les difficultés du monde agricole que la Coordination rurale avait listées dans une « lettre ouverte » au Président de la République, le 21 février.

La Confédération paysanne estime, pour sa part, que le Grand Débat agricole a déjà eu lieu : « c'était les états généraux de l'Alimentation ».

NOUVELLES RÈGLES POUR L'AGRICULTURE BIO EN 2021

Au 1^{er} janvier 2021, les règles européennes concernant la production biologique et l'étiquetage des produits « Bio » relèveront d'un nouveau règlement du Conseil et du Parlement européen, publié en mai dernier.

Les fondamentaux (intrants, bien-être animal variété des semences, maintien du lien au sol, etc.) demeurent.

Les principales modifications portent notamment sur :

- Des produits certifiables plus nombreux;
- Des contrôles renforcés, quantitativement et qualitativement;
- Des règles d'importation plus fermes ;
- Un étiquetage amélioré, plus lisible, incluant l'origine des matières premières agricoles .
- Un accès renforcé et plus sécurisé aux semences « rustiques » ;
- La création d'une « certification de groupe » pour les petits producteurs.

(Source : <https://agriculture.gouv.fr/ce-que-prevoit-le-nouveau-reglement-bio-europeen>)

Mais le débat demeure sur le sujet, car des actes dits « secondaires » doivent encore être pris pour l'application de règlement. Ils sont actuellement négociés et certains défenseurs de la filière craignent que ce soit l'occasion d'assouplissements ouvrant la voie à une « industrialisation » de cette agriculture.

LOI EGALIM: ORDONNANCES

Le Ministre de l'Economie et des Finances, Bruno LE MAIRE, a présenté mercredi 28 février le projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2018-1128 du 12 décembre 2018 relative au seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions pour les denrées et certains produits alimentaires. Ce projet de loi de ratification permet l'entrée en vigueur de l'ordonnance en lui conférant une valeur réglementaire.

Pour mémoire, l'ordonnance vise à favoriser un rééquilibrage de la valeur et des relations commerciales entre les travailleurs du secteur agro-alimentaire et les entreprises de distribution.

Également issue de la loi EGALim, l'ordonnance relative à la coopération agricole devrait être publiée au mois d'avril; la discussion se poursuit actuellement sur la base du projet de texte diffusé le 18 janvier dernier.

LE SOUTIEN DE LA FRANCE A UNE FILIERE DE COTON BIO AU MALI



Samedi 23 février 2019, à l'occasion de la visite du Premier Ministre au Mali, ELEPHANT VERT et la Compagnie malienne pour le développement du textile (CMDT) ont signé un accord afin de développer une filière de coton biologique. Spécialisée dans le biocontrôle (protection des plantes par des méthodes naturelles de régulation) et implantée au Mali depuis 2013, ELEPHANT VERT apportera les bio-intrants indispensables à ces développements. Dans son discours, Edouard PHILIPPE a salué un accord bon pour l'économie des deux pays: « Investir dans le coton au Mali, c'est vérifier, comme nous sommes en train de le faire, grâce à des engagements sur des volumes d'achat, c'est la possibilité de développer une filière bio, et c'est indispensable ». Le Premier Ministre a également annoncé que l'Agence française de développement (AFD) « devrait doubler dans les prochaines années » sa contribution au développement au Mali. Dans la continuité de cet accord, le 27 février, une délégation malienne a été reçue par Sébastien COUASNET, président d'ÉLÉPHANT VERT, dans l'usine de Béziers (Hérault) qui exporte 70% de sa production vers le Mali.

□ **INNOVATION – « Rejeter les progrès de la sciences engagera nos activités agricoles dans la voie de la régression »** Signée par un collectif associant notamment Jean-Pierre RAFFARIN, Pierre ARDITI, mais aussi Jean-Robert PITTE (secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences Morales et Politiques), cette tribune publiée par Le Monde le 27 février voit une agriculture productive qui intègre les progrès technologiques – « une agriculture écologiquement intensive » (Michel GRIFFON) – la seule solution pour nourrir la planète.

□ **PARLEMENT – Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine valorisant les produits agricoles et alimentaires.** La sénatrice Marie-Pierre MONIER (SR AC Drôme) a déposé une proposition de loi visant à insérer dans le droit plusieurs mesures relatives aux mentions et signes de la qualité et de l'origine (SIQO) qui avaient été insérées dans le projet EGAlim avant d'être censurées par le Conseil constitutionnel, car jugées sans lien direct ou indirect avec le contenu initial du texte (cavaliers législatifs).

Ce texte propose de préciser les conditions d'usage de la mention « fermier » afin de sécuriser le cadre juridique de l'affinage extérieur à la ferme pour les fromages fermiers bénéficiant d'un signe officiel, de préciser l'origine des miels issus de mélange de production, de pérenniser et adapter la production des vins AOP « Clairette de Die » et « Crémant de Die » et d'afficher clairement le pays d'origine des vins.

La proposition sera débattue dans la fenêtre socialiste du 3 avril prochain (examen en Commission des Affaires économiques le mercredi 20 mars).

□ **SONDAGE – Les agriculteurs de plus en plus appréciés par les Français** Après cinq années difficiles, les agriculteurs apparaissent de plus en plus appréciés dans la vague 19 du sondage IFOP, publiée en février 2019. Les Français les trouvent plus modernes (68%, +8pts), plus respectueux de la santé des Français (65%, +8pts), plus compétitifs (53%, +6pts) et moins violents (10%, -10pts). Les agriculteurs de bio, de plus en plus nombreux sont systématiquement évoqués comme plus bienveillants. Les campagnes visant à stopper « l'agrobashing » trouveront cependant encore leur légitimité dans le fait que 47% des Français considèrent encore que les agriculteurs ne se préoccupent pas de l'environnement, et qu'ils sont « assistés » (33%).

□ **GLYPHOSATE - L'ANSES lance une étude indépendante** Sur commande du Ministère des Solidarités et de la Santé, l'Agence nationale de Sécurité sanitaire, va lancer une étude à propos, entre autres, de la dangerosité du glyphosate et notamment son caractère cancérigène. Un nouveau cahier des charges en élaboration sera bientôt transmis aux ministres concernés. Un consortium d'institutions de chercheurs sera chargé de mener ces études complémentaires. L'annonce faite au SIA par la directrice générale déléguée de l'ANSES, François WEBER, vise à trancher la controverse suite à de nombreuses études considérées comme partielles et partiales, classant ou non le glyphosate comme cancérigène probable.

□ **CONSOMMATION – La campagne d'Interbev « Aimez la viande, mangez-en mieux »** L'interprofession bétail et viande prend en compte les revendications d'une partie de la société en continuant sa campagne de communication mettant en scène un jeune « flexitarien » (végétarien mangeant occasionnellement de la viande) qui peut compter sur « toute la filière » pour déguster de la viande de qualité. Le cœur de cible correspond au tiers des Français s'interrogeant sur leur consommation de viande.